

*Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation*

J'ai fait, pour ma satisfaction personnelle, et pour la gouverne de la Chambre, évidemment pour les députés, une petite enquête rapide des députés qui pourraient être touchés. Eh bien, je découvre que même l'honorable ministre de Blainville—Deux Montagnes (M<sup>me</sup> Landry) est touchée. Elle a des industries qui sont membres de cette Association des manufacturiers du bois de sciage et, si ma mémoire est fidèle, Blainville et Sainte-Thérèse, c'est bien dans sa circonscription.

Je me rends compte que l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard), l'honorable député de Roberval est hautement touché, puisque c'est dans sa région que l'on compte 25 p. 100 des emplois. Je remarque que l'honorable député de Trois-Rivières (M. Vincent) est hautement touché. Je remarque que l'honorable député de Mégantic—Compton—Stanstead (M. Gérin) est touché.

Et à ma grande surprise, lorsque je poursuis l'étude de tous ces gens qui sont membres de l'industrie du bois de sciage au Québec, je retrouve très haut dans la liste énormément de petites et moyennes entreprises du Québec. On connaît la Beauce. On sait que la Beauce est un endroit qui bouge, un endroit où il y a un dynamisme extraordinaire au Québec. On le sait. Et pourtant, je ne crois pas, madame la Présidente, que l'honorable député de la Beauce (M. Bernier) semble réaliser, j'espère qu'il connaît bien sa circonscription, mieux que moi, mais combien d'industries, de petites et moyennes entreprises sont directement touchées par cette signature, du moins, si je lis attentivement: *L'industrie du bois de sciage au Québec*, leur publicité, et la rencontre que nous avons eue avec les autorités de cette Association.

Je remarque que l'honorable député de Lac-Saint-Jean (M. Côté) est touché directement chez lui par cette signature. Moi, je suis un homme politiquement pratique. Vous savez, je ne suis pas de cette classe d'idéologues, je suis un homme terre à terre, c'est peut-être pour cela que je m'identifie toujours au parti libéral. Je pense qu'on se doit de retourner à la source des problèmes qui seront créés dans cette grande entreprise à laquelle le très honorable premier ministre du Canada (M. Mulroney) veut bien nous convier, c'est cette grande entente commerciale.

Je suis très inquiet, madame la Présidente—parce que je pourrais continuer. J'ai aussi trouvé que l'honorable député de Lévis (M. Fontaine) est très affecté. Il y en a énormément. Je pourrais les nommer et si quelqu'un veut consulter ce manifeste, *L'industrie du bois de sciage au Québec*, ils retrouveront énormément d'entreprises de leurs circonscriptions. D'ailleurs, nous avons l'intention de leur écrire pour les amener afin qu'ils puissent amener leurs députés pour leur dire: Écoutez, hé! les gars, les filles, brassez-vous parce que cela nous touche. Ce sont toutes des petites entreprises.

Vous savez, madame la Présidente, souvent, par expérience, on voit au Canada que lorsque ce sont des grandes ententes, les gens disent que cela ne les affecte pas, que ce n'est pas grave. Mais on connaît l'importance de la petite et de la moyenne entreprise au Québec. Et dans un secteur particulier de cette entente commerciale que le gouvernement veut signer à tout prix avec les États-Unis. A l'intérieur de cette grande entente-là, voilà que le grand géant, nos voisins, je le dis, je le répète, nos amis, je sais que le très honorable ex-premier ministre,

secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), dit toujours qu'il ne faut pas attaquer inutilement les États-Unis. Là-dessus, je suis d'accord avec lui, mais notre grand ami voisin, lui il a des pas de géant, puis quand il fait un pas, il écrase et il écrase tout ce qui se trouvera sur son chemin. C'est normal parce qu'ils sont plus puissants que nous. Et ne croyons pas, madame la Présidente, que nous pourrions faire reculer le gouvernement américain lorsque ses intérêts viendront en jeu contre les nôtres. Et ce que nous voulons faire et ce que nous ferons dans les semaines, les mois et l'année à venir, c'est attirer l'attention de la population sur les dangers quotidiens que représentent, non pas cette grande entente parce que cela viendra à la fin, mais toutes ces petites ententes intermédiaires qui risquent de mettre fin dans l'espace d'un souffle à toutes ou à partie de nos petites et moyennes entreprises par une signature seulement.

Nous n'avons rien touché des autres. Bientôt, on nous en parle, qu'est-ce que ce sera? Quelle sera l'attitude de mes bons collègues et amis, moi je préfère dire collègues et amis du gouvernement du Québec? Si à un certain moment un sénateur américain ou des sénateurs américains ou des membres du Congrès américain décident que franchement toute cette histoire de l'industrie hydraulique qui vient du Québec, c'est de la concurrence injuste, immédiatement il y aura un autre ministre qui courra vers Washington. J'espère que cette fois-là ils ne seront pas en vacances à Hawaii parce que je dis cela en passant, parce qu'on en a tellement parlé, c'est peut-être parce qu'on est envieux de ne pas y avoir été nous-mêmes, mais indépendamment de cela, il restera que: Qu'est-ce qui arrivera? Je termine, madame la Présidente, parce que je me soumetts toujours à la Présidence. Je termine en disant: Qu'est-ce que ce sera? Quelle sera notre attitude si la prochaine fois la même chose arrive dans des domaines aussi névralgiques que tout cet échange et cette vente que nous avons à grand profit pour le Québec dans nos ressources hydro-électriques? Ce sera la même chose parce que les Américains auront la même crainte. Il faut avec les Américains être d'une prudence de tous les moments et je pense, madame la Présidente, que dans cette question, dans cette signature récente, le gouvernement n'a pas eu cette présence d'esprit, cette prudence de tous les moments et c'est pour cela qu'actuellement le débat se poursuit parce que nous voulons attirer l'attention du gouvernement, parce qu'il n'a pas eu la prudence de tous les instants et tant que nous n'aurons pas l'assurance qu'il fera preuve de cette prudence de tous les instants, vous aurez des députés qui participeront au débat et je vous remercie de votre patience.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Madame la Présidente, je voudrais aussi dire quelques mots sur ce sujet qui est très important, qui est devant la Chambre aujourd'hui, ce projet de loi C-37, sur la question du bois d'oeuvre ici au Canada et d'une taxe de 15 p. 100 sur les exportations de notre bois d'oeuvre d'ici au Canada aux États-Unis. C'est une question importante au point de vue de la souveraineté du Canada. C'est une question importante vis-à-vis des relations entre les États-Unis et le Canada et c'est aussi une question importante pour les relations entre Ottawa et les 10 provinces canadiennes.